

Les Français face au harcèlement scolaire : constat et attentes pour 2027

Octobre 2026

N°122888
Contacts Ifop :
François Legrand / Margot Renard
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise



01

Méthodologie

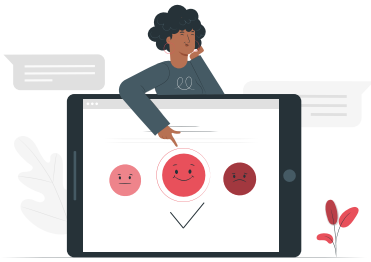
Méthodologie



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1000 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interview(é)) après stratification par région et catégorie d'agglomération.



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne **du 29 au 30 octobre 2026**.

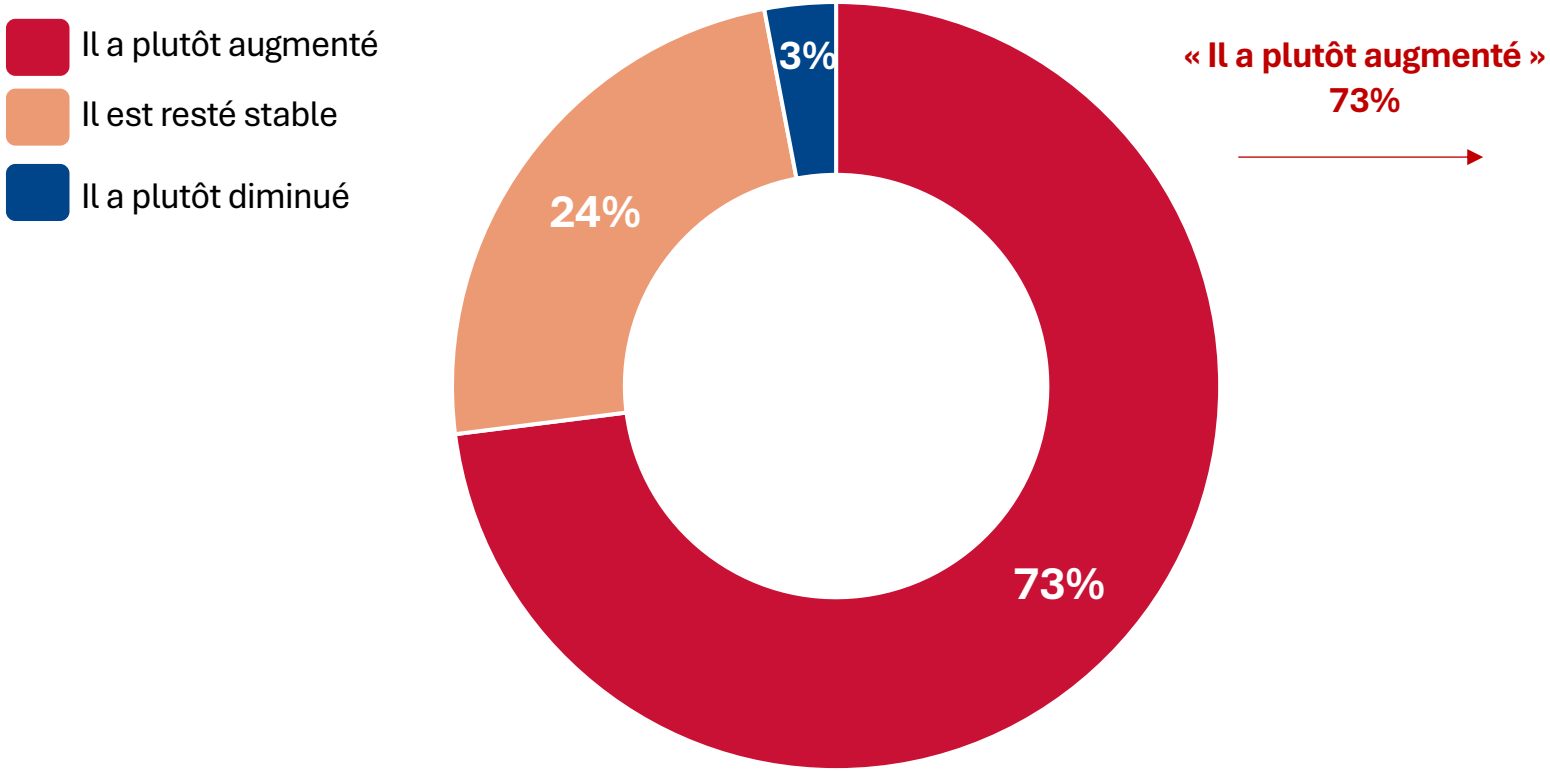


02

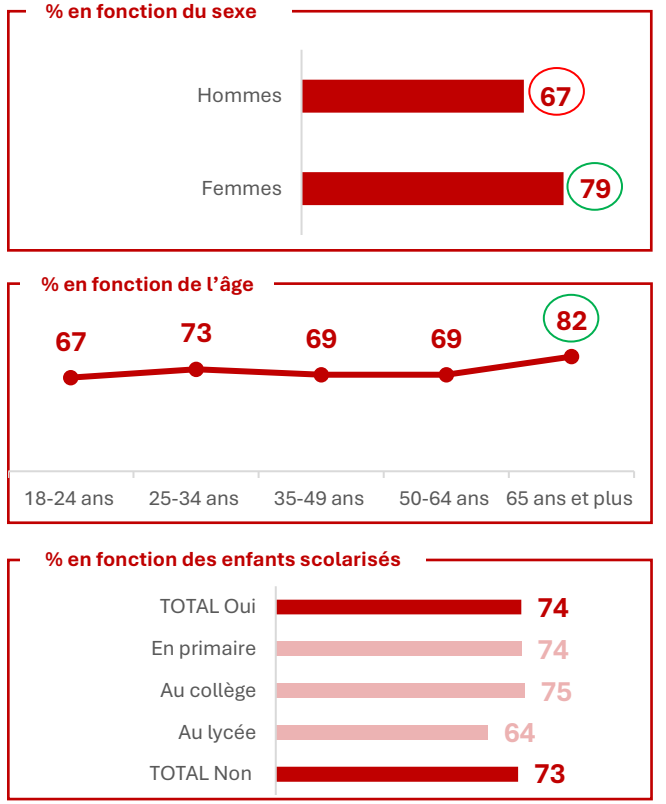
Les résultats de l’étude

La perception de l'évolution du harcèlement scolaire en France

Question : Selon vous, depuis une dizaine d'années, comment a évolué le harcèlement scolaire en France ?

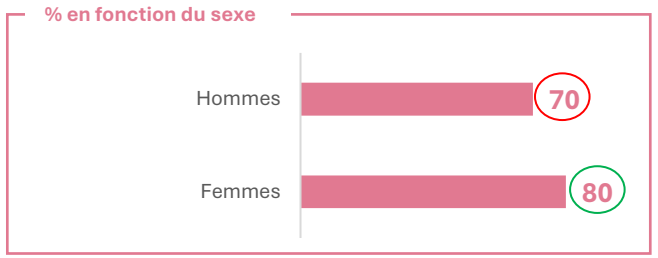


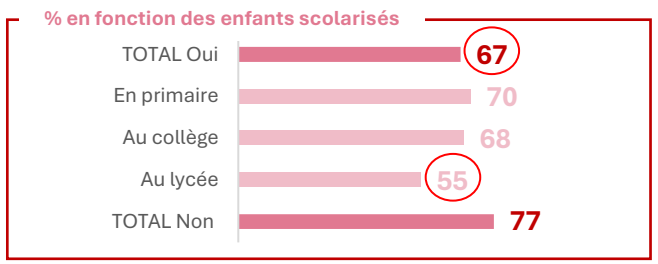
« Il a plutôt augmenté »
73%



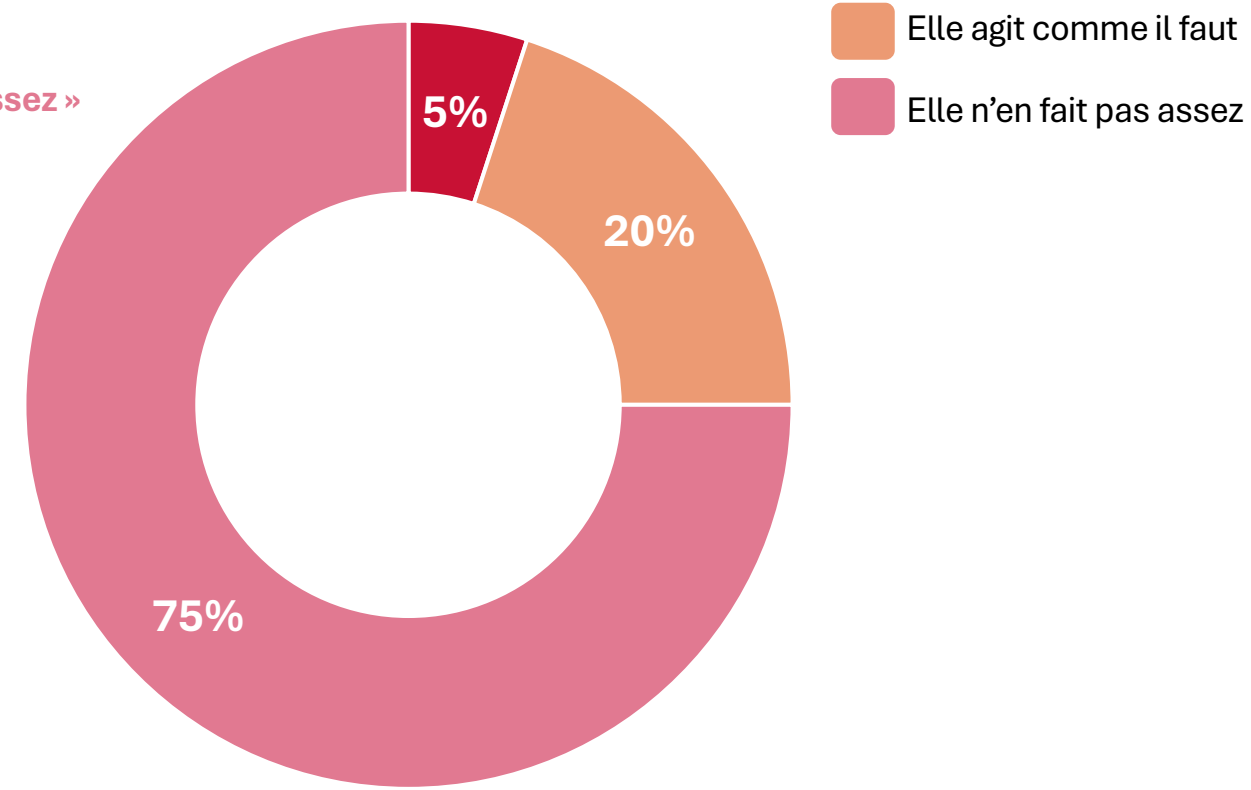
Le sentiment que l'Education national en fait trop, suffisamment ou pas assez

Question : Diriez-vous qu'aujourd'hui, face au harcèlement scolaire, l'Éducation nationale en fait trop, agit comme il faut ou n'en fait pas assez ?



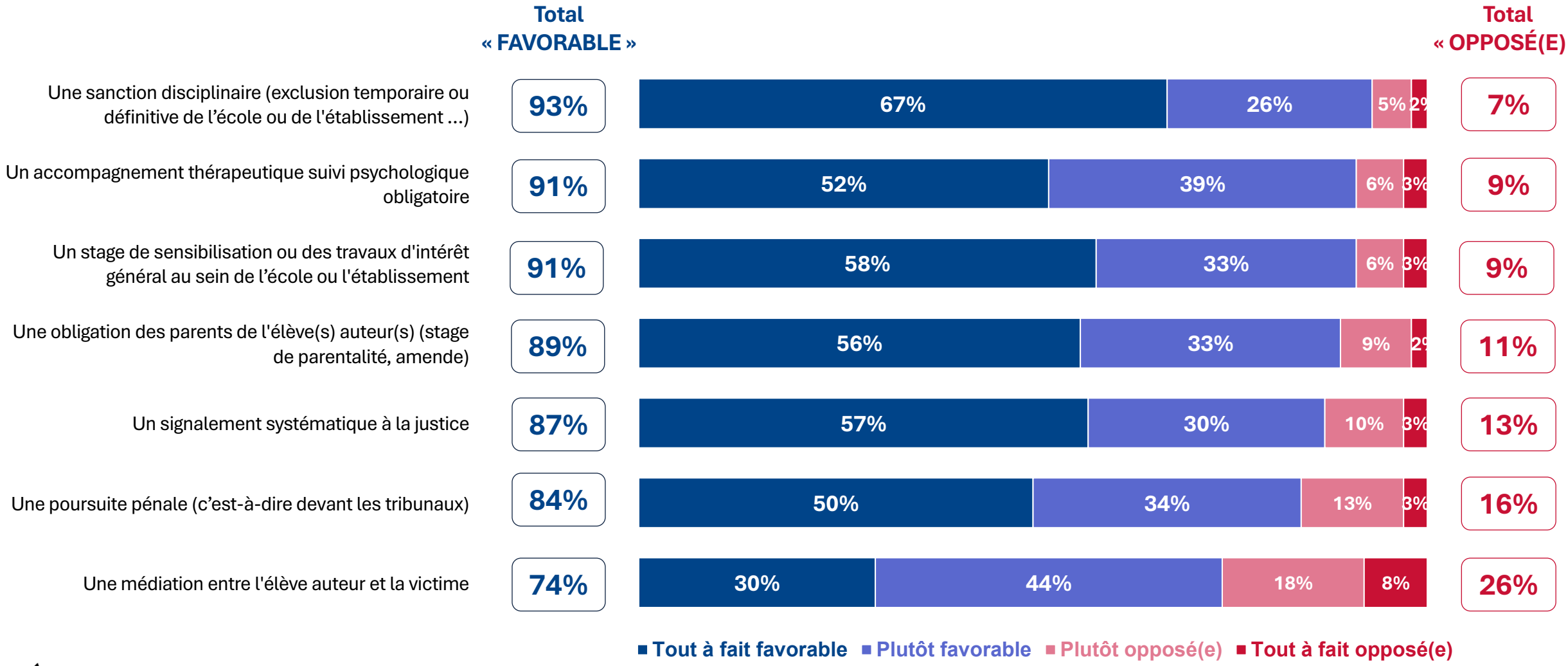


« Elle n'en fait pas assez »
75%



L'adhésion à différentes mesures contre le harcèlement scolaire

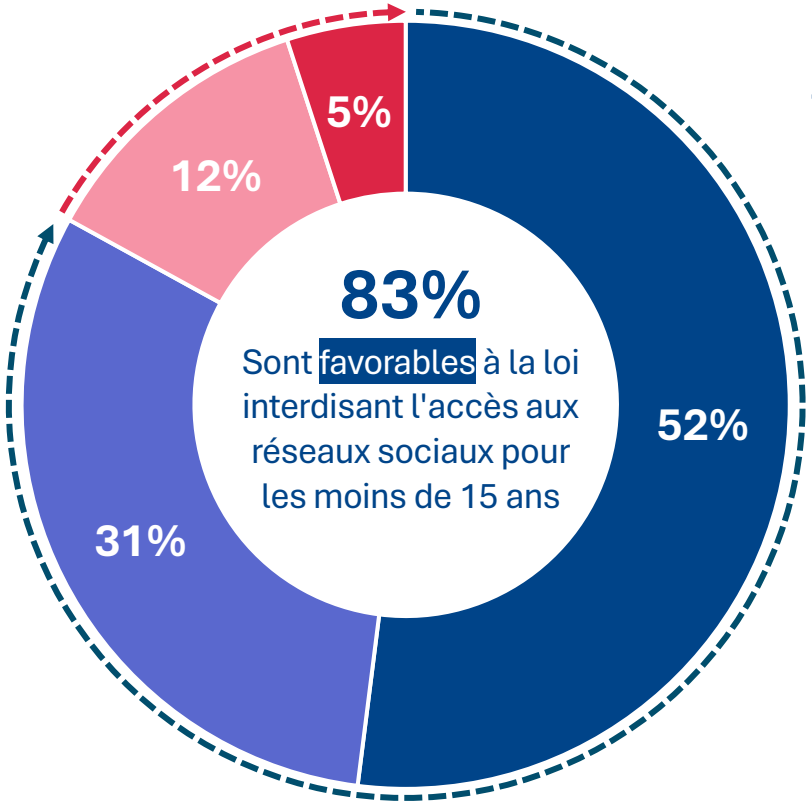
Question : Lorsque des faits de harcèlement sont établis, êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes à l'égard de(s) l'élève(s) auteur(s) ?



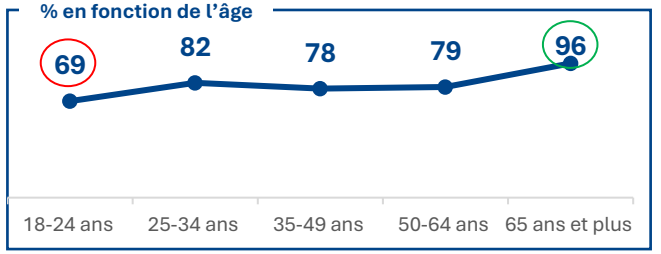
L’adhésion à la loi interdisant l’accès aux réseaux sociaux pour les moins de 15 ans

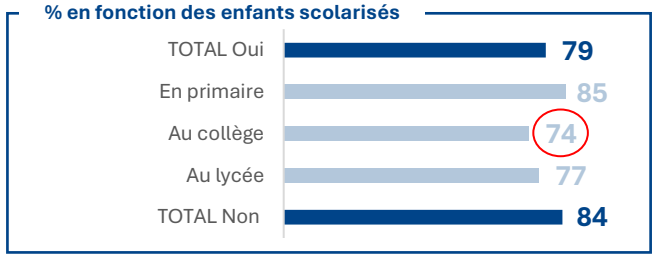
Question : La loi interdisant l’accès aux réseaux sociaux aux moins de 15 ans a été censurée par le Conseil constitutionnel en août dernier. Etes-vous favorable ou opposé€ à ce qu’une nouvelle loi interdise l’accès aux réseaux sociaux avant 15 ans ?

- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)



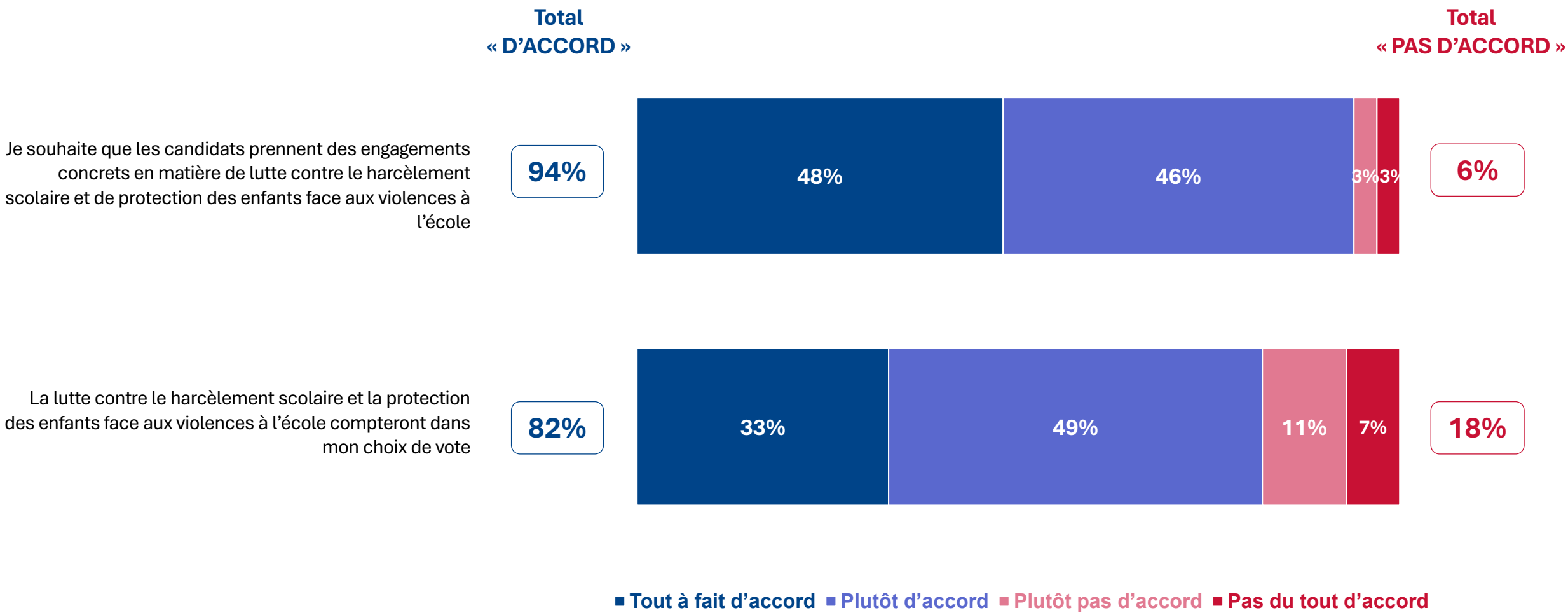
Total « Favorable »
83%





L'adhésion aux différentes affirmations dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027

Question : Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?



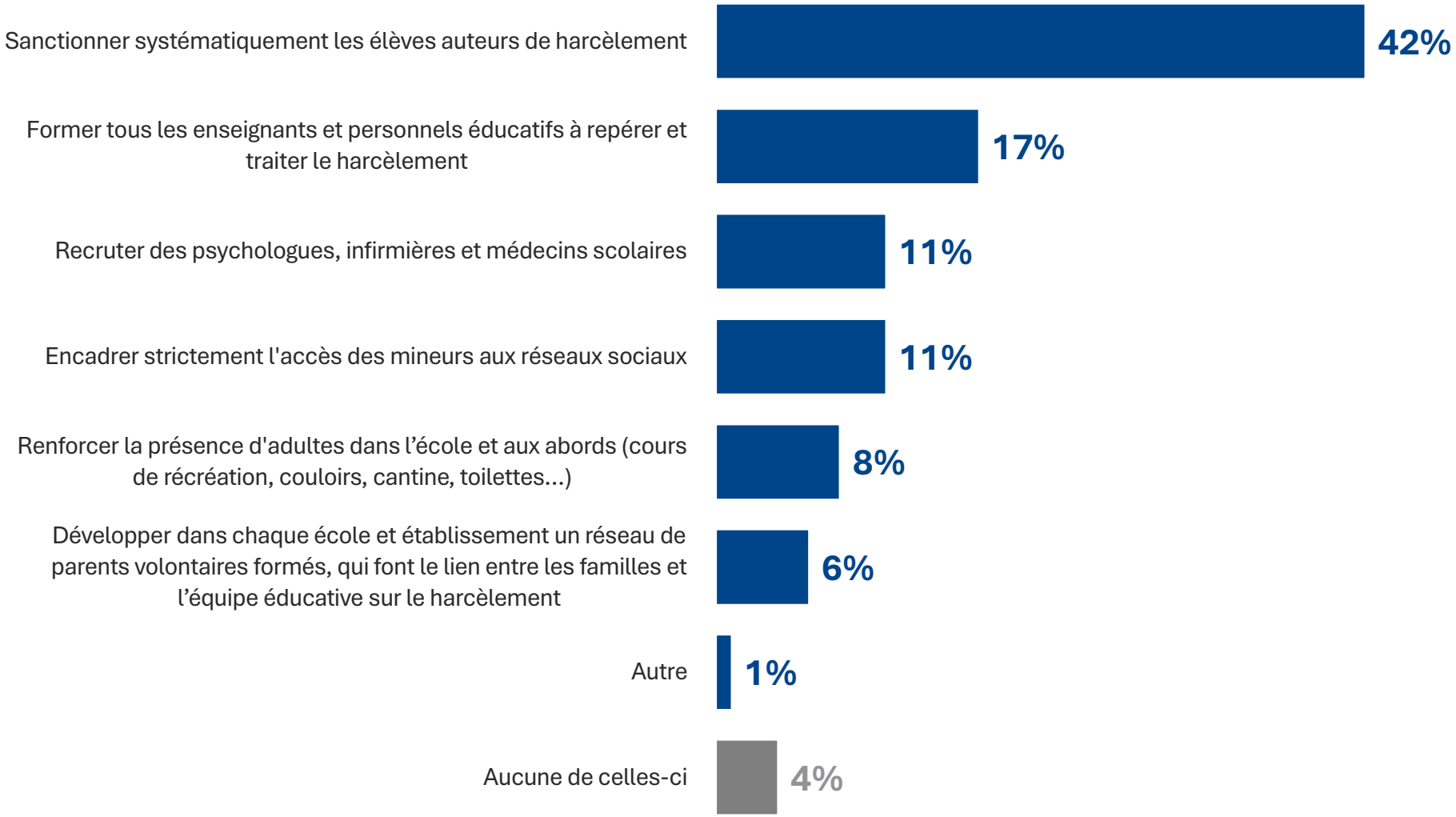
L'adhésion aux différentes affirmations dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027

Question : Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

Total « D'ACCORD »	Ensemble	Sexe		Âge				
		Hommes	Femmes	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
Je souhaite que les candidats prennent des engagements concrets en matière de lutte contre le harcèlement scolaire et de protection des enfants face aux violences à l'école	94	94	94	91	93	91	93	99
La lutte contre le harcèlement scolaire et la protection des enfants face aux violences à l'école compteront dans mon choix de vote	82	77	88	87	91	78	77	84
Écart « compteront dans mon choix de vote » vs « engagements concrets » (en points)	−12	−17	−6	−4	−2	−13	−16	−15

La priorité perçue du (de la) futur(e) Président(e) de la République pour protéger les enfants du harcèlement scolaire

Question : Selon vous, quelle devrait être LA priorité du futur Président de la République pour mieux protéger les enfants du harcèlement scolaire ?





03

Les principaux enseignements

Les Français face au harcèlement scolaire : un diagnostic sans appel et une demande de fermeté

Un phénomène perçu comme en pleine recrudescence. Près des trois quarts des Français (73%) estiment que le harcèlement scolaire a progressé depuis une dizaine d'années, contre 24 % qui le jugent stable et 3 % en recul. Ce constat traverse toute la société, avec une acuité un peu plus forte chez les femmes (79%) et les 65 ans et plus (82%). Les parents d'enfants scolarisés se situent au même niveau que l'ensemble (74%), signe que ce sentiment d'aggravation relève autant d'une représentation collective largement partagée que d'une expérience directe.

Une institution jugée défaillante. Le verdict sur l'Éducation nationale est tout aussi net : 75% des Français considèrent qu'elle n'en fait pas assez face au harcèlement, 20% seulement qu'elle agit comme il faut. Les parents d'enfants scolarisés, qui sont au contact de l'institution, se montrent un peu moins sévères (67%), et davantage encore les parents de lycéens (55%). Cet écart entre représentations et vécu mérite d'être noté, mais il ne change pas le fond : même chez les premiers concernés, la critique reste très majoritaire.

Une demande de fermeté massive à l'égard des harceleurs. C'est l'enseignement le plus frappant de l'étude. Les mesures visant les élèves auteurs recueillent des niveaux d'adhésion compris entre 84% et 93%, avec des socles de « tout à fait favorable » très constitués, souvent supérieurs à 50% et jusqu'à 67% pour la sanction disciplinaire. Cette demande ne s'arrête pas aux portes de l'école : le signalement systématique à la justice (87%) et la poursuite pénale devant les tribunaux (84%) sont eux aussi plébiscités. Les sympathisants de gauche sont logiquement plus mesurés sur ces mesures judiciaires, mais ils y restent très majoritairement favorables (70% pour la poursuite pénale) : le clivage politique est un clivage de degré, non de nature. Seule la médiation entre l'élève auteur et la victime, mesure qui place les deux parties sur un même plan, décroche (74%, dont 30% de « tout à fait »). Dans le même esprit, l'interdiction des réseaux sociaux avant 15 ans, après sa censure par le Conseil constitutionnel, est soutenue par 83 % des Français.

Un sujet qui peut peser dans l'isoloir. Alors que le harcèlement scolaire reste jusqu'ici peu présent dans la campagne présidentielle, l'attente des Français est forte : 94% souhaitent que les candidats prennent des engagements concrets en la matière et 82% déclarent que la lutte contre le harcèlement et la protection des enfants compteront dans leur choix de vote, un niveau particulièrement élevé chez les femmes (88%) et les moins de 35 ans (90%). Un sujet consensuel peut aussi être un sujet discriminant, dès lors qu'un candidat s'en empare.

Une attente d'autorité clairement exprimée. Invités à désigner LA priorité du futur Président de la République parmi six leviers possibles, les Français placent la sanction systématique des élèves auteurs très loin en tête (42%), devant la formation des enseignants (17%), le recrutement de psychologues et personnels de santé scolaire (11%) et l'encadrement de l'accès des mineurs aux réseaux sociaux (11%). Lorsqu'il faut choisir, c'est la réponse d'autorité qui s'impose : les Français attendent d'abord que l'école sanctionne.

Au-delà du constat d'une aggravation largement partagée, ce sondage révèle une opinion qui a cessé de lire le harcèlement scolaire comme une simple question éducative pour en faire une question d'autorité : sans renoncer à l'accompagnement ni à la prévention, les Français attendent d'abord que l'institution tranche et sanctionne, et cette attente traverse l'ensemble du spectre politique, sympathisants de gauche compris, au point de constituer l'un des rares consensus de l'opinion à l'approche de 2027.


ifop
GROUP
ifop
sociovision
Ifop group
occurrence
Ifop group
deepopinion
Ifop group
brainvalue
Ifop group
Everything starts with people